

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RENNES, 21 JANVIER 2026, CARREFOUR DES GESTIONS LOCALES DE L'EAU



## QUELLES SONT LES ATTENTES DES FRANÇAIS EN MATIÈRE DE GESTION LOCALE DE L'EAU ?

**Révélation de l'enquête exclusive réalisée auprès de 1 000 Français**

À l'occasion du Carrefour des Gestions Locales de l'Eau (CGLE), l'**ATEP – Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle** – dévoile les résultats d'une enquête nationale menée auprès de 1 000 Français et de plus de 200 élus et agents de collectivités locales. Si la gestion de l'eau est désormais identifiée comme une priorité partagée, l'étude révèle un enjeu clé : passer d'une prise de conscience généralisée à des actions concrètes et durables sur les territoires.

### Une priorité clairement affirmée par les collectivités

L'enquête met en évidence une mobilisation forte des acteurs publics : **96 %** des collectivités considèrent aujourd'hui la gestion de l'eau comme une priorité. Les enjeux liés au changement climatique arrivent en tête, avec l'anticipation des périodes de sécheresse, la réduction des prélèvements d'eau et la gestion des risques d'inondation et d'incendie.

Dans les faits, **43 %** des collectivités ont déjà engagé des actions de gestion de l'eau à la parcelle et **46 %** ont mis en place des démarches de valorisation des eaux de pluie. Des freins demeurent cependant, notamment le manque de financements (**47 %**), les contraintes liées à la maintenance des équipements (**33 %**) et le déficit d'information sur les aides et solutions existantes (**28 %**).

Pour compléter cette étude, l'ATEP a mené également une étude miroir auprès de 1 000 français représentatifs de la population... Décryptage par Jérémie Steininger, délégué général de l'ATEP.

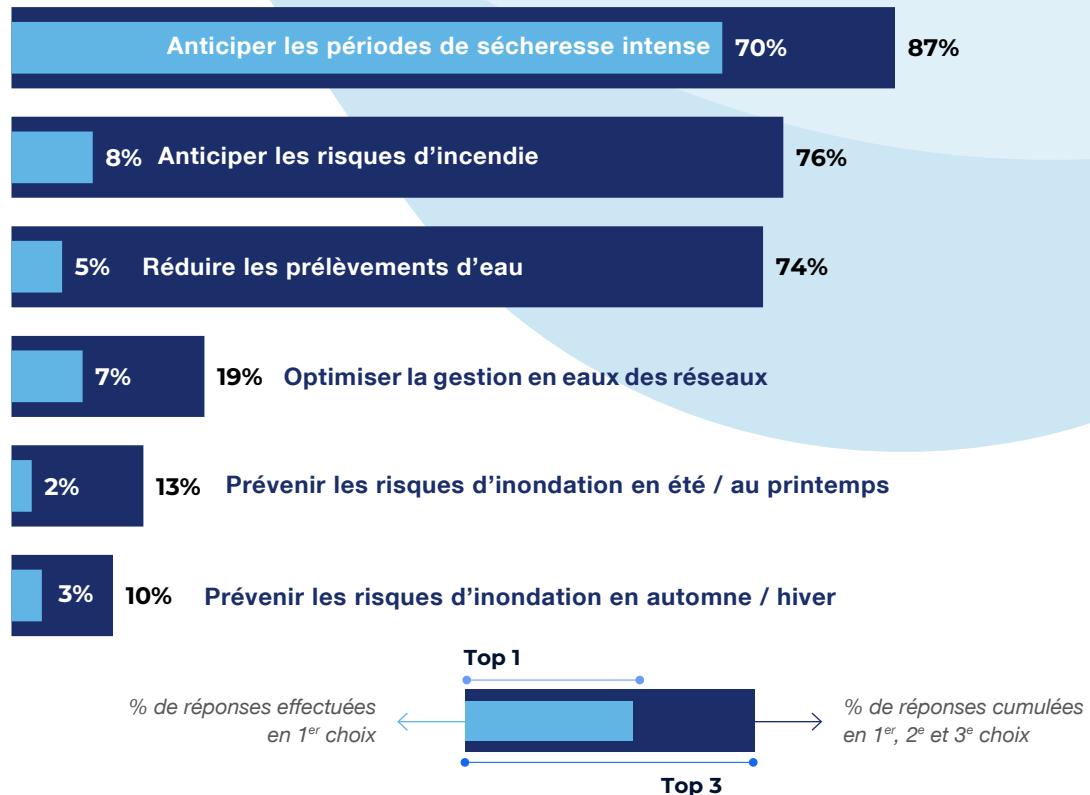
### Les Français sont-ils prêts à agir ?

Côté citoyens, la prise de conscience est aujourd'hui réelle puisque **67 %** des Français déclarent que l'économie d'eau représente pour eux une préoccupation importante. Ce chiffre est encore plus élevé chez les 25-34 ans, signe d'une sensibilité accrue aux enjeux environnementaux, davantage qu'à la dimension économique de la ressource.



Si les Français rejoignent les collectivités sur les enjeux que sont l'anticipation des périodes de sécheresse intense (87 %) et la réduction des prélèvements d'eau (74 %), ils accordent aussi beaucoup d'importance à l'anticipation des risques d'incendie (76 %).

### Les Français et la gestion de l'eau sur leur territoire



### Les usages de bon sens plébiscités par les Français

Au-delà de ces enjeux, l'étude montre que les Français pensent que leur commune devrait prioritairement réutiliser les eaux pour arroser les espaces verts (41 %) et le nettoyage de la voirie (33 %), des solutions de bon sens en cohérence avec les utilisations promues déjà par les collectivités sur leur territoire. L'utilisation d'eau de pluie pour des usages extérieurs, comme l'arrosage des plantes, est moins plébiscitée (23 %) ce qui montre un besoin de promotion de valorisation des eaux non conventionnelles.

Point positif pour les collectivités, 63 % des personnes interrogées estiment que leur commune agit suffisamment dans ce domaine, et ce, toutes catégories d'âges confondues. Cela montre que même si 1/3 de la population reste à convaincre, les collectivités locales identifiées sont identifiées comme légitimes pour agir dans le domaine de la gestion de l'eau et que leurs actions sont plutôt perçues favorablement.

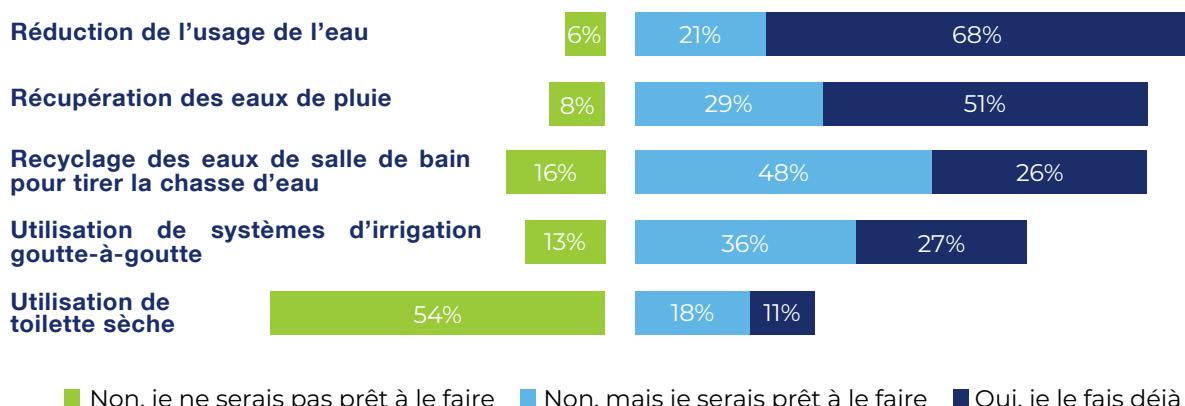


### Économie d'eau, les Français se disent déjà très engagés !

Concernant la consommation d'eau 93 % s'y disent attentifs en particulier les femmes et les séniors dans des proportions bien supérieures aux 18-24 ans qui pour 21 % d'entre eux déclarent ne pas faire particulièrement attention à faire des économies d'eau. Le passage de l'intention à l'action dans ce domaine est plus fortement marqué à partir de 35 ans ... un paradoxe générationnel ?

Les Français semblent très investis dans leur engagement en matière d'économie d'eau : les 3/4 déclarent réaliser des économies tout au long de l'année (et pas seulement en été) et les 2/3 déclarent réduire leurs usages de l'eau (réduction de la quantité d'eau quotidienne, installation d'équipements économies en eau...). Pour agir sur les économies d'eau, les Français privilégient la réduction de l'usage de l'eau comme la première action à mener (68 %) ainsi que la récupération des eaux de pluie pour arroser son jardin ou encore laver sa voiture (51 %). D'ailleurs la génération 55-64 ans est déjà très active dans la récupération des eaux de pluie (58 %) au contraire des 18-35 ans (46,5 %). En revanche ces derniers sont davantage sensibilisés à l'utilisation des toilettes sèches (15 %) contre 5 % pour leurs ainés (55-64 ans) ainsi que pour le recyclage des eaux grises pour l'alimentation de la chasse d'eau (34,5 %). Là encore des visions générationnelles un peu différentes pouvant s'expliquer par le statut de propriétaire ou de locataire et donc d'intégration dans des charges communes notamment pour les jeunes générations.

**Parmi les actions suivantes, lesquelles avez-vous menées ou seriez-vous prêt à mener dans les années à venir ?**



**Récupération de l'eau de pluie ... le bon sens est au rendez-vous**

Sur les enjeux de récupération de l'eau de pluie, les Français la récupérant aujourd'hui, l'utilisent prioritairement pour leurs usages comme l'arrosage des plantes (86 %), le lavage de leur voiture (36 %) et dans une moindre mesure pour leurs usages intérieurs comme l'alimentation des toilettes (22 %) et leur ménage (22 %). Différence notable avec ceux qui envisagent de la récupérer dans le futur, qui au-delà de l'arrosage des plantes, (74 %), envisagent en second lieu de l'utiliser pour leur chasse d'eau (63 %). Les Français sont donc prêts à prioriser la récupération des eaux de pluie pour des usages quotidiens, en cohérence avec les enjeux du plan Eau qui vise à optimiser la disponibilité de la ressource et notamment à massifier la valorisation des eaux non conventionnelles.

Pour Jérémie Steininger, délégué général de l'ATEP : « *La gestion de l'eau passe avant tout par une utilisation raisonnée et intelligente. Nous devons collectivement inciter les citoyens à utiliser des eaux non conventionnelles (eaux de pluie, eaux grises) pour certains de leurs usages quotidiens. Le particulier a encore besoin de la démonstration de la collectivité pour agir, mais ces résultats sont encourageants pour un Syndicat professionnel comme le nôtre qui milite pour ces solutions nouvelles et de bon sens autour de l'usage de la ressource eau. Dans cet esprit, l'ATEP a défini 10 propositions concrètes pour développer le stockage, le traitement et la valorisation des eaux de la parcelle et notamment de préserver l'eau potable en promouvant une eau propre afin de répondre aux enjeux de la ville sobre de demain. Ces propositions sont accessibles sur notre site internet [atep-france.fr](http://atep-france.fr) ».*

## Les Français sont-ils prêts à payer ?

Si les 2/3 des Français estiment qu'il est normal de payer moins cher l'eau que l'énergie (67 %), une tendance plus marquée chez les 25-34 ans (78 %) que chez les 55-64 ans (56 %), la moitié d'entre eux (52 %) accepteraient une hausse de leur facture en eau et ce dans des proportions de - de 5 % pour 33 % et entre 5 et 10 % pour 15 % d'entre eux.

S'ils sont convaincus de l'importance de la réduction de leur consommation d'eau, les Français perçoivent plusieurs freins pour atteindre cet objectif, d'abord un manque de connaissance sur les solutions existantes (28 %) ou encore le manque d'information sur les aides à disposition (21 %).



« C'est donc aux différentes collectivités et organismes étatiques, avec l'appui et le soutien de l'ATEP, d'accompagner les citoyens en leur portant à connaissance les différentes options à disposition de gestion de l'eau pour enfin passer de l'intention à l'action. Il faut passer à la vitesse supérieure, il y a encore un vrai besoin de pédagogie et de sensibilisation sur l'eau. Cela confirme bien que les Français doivent être largement soutenus en vue de la généralisation du stockage, du traitement et de la valorisation des eaux à l'échelle du bâtiment et de la parcelle via les aides des agences de l'eau ou en l'intégrant dans un dispositif national comme France Rénov », souligne Jérémie Steininger, délégué général de l'ATEP.



## Focus : Quelles attentes pour les habitants du Nord-Ouest ?

Concentrée sur les régions Bretagne, Normandie, Centre-Val-de-Loire et Pays-de-la-Loire, la zone Nord-Ouest a réuni un panel de 230 personnes.

A l'instar des données nationales (67 %), les habitants du Nord-Ouest sont également soucieux de la gestion de l'eau pour 70 % des sondés et 93 % qui se disent attentifs à leur consommation d'eau. Les principaux enjeux du territoire du Nord-Ouest sur la gestion de l'eau restent principalement l'anticipation des périodes de sécheresse intense, une priorité pour 68 % des sondés de la grande région.

Les habitants sont 63 % à estimer que les communes agissent suffisamment pour la gestion de l'eau. Sur la réutilisation des eaux de la commune, l'arrosage des espaces verts revient en premier lieu pour 40 % des habitants, mais seulement 25 % (contre 33 % au national) ont évoqué le nettoyage de la voirie.

Zone « réputée » humide, les habitants du Nord-Ouest sont particulièrement sensibilisés à la **récupération des eaux de pluie puisqu'ils sont 62 %** à mener ou vont mener des actions dans ce sens (51 % au national). La réduction de l'usage de l'eau reste la priorité des habitants du Nord-Ouest (72 %) contre 68 % dans l'Hexagone.

Enfin sur la tarification de l'eau, les sondés sont à 68 % à indiquer qu'il est normal de payer moins cher l'eau que l'énergie et 19 % estiment le contraire (contre 14 % au national). En revanche 39 % des habitants du Nord-Ouest sont contre une éventuelle augmentation du prix de l'eau (vs 42 % au national) et 32 % sont ouverts à une augmentation de **– de 5 %**.

## **Bretagne, une région déjà en action pour répondre aux enjeux de gestion des eaux**

De l'intention à l'action : avec Cédric Fontaine, Vice-président sectoriel « Gestion des Eaux Pluviales de l'ATEP et Dirigeant de Fontaine Ingénierie (Ille-et-Vilaine). **Zoom sur 2 projets locaux :**

- Désimperméabilisation et végétalisation de la cour d'école de Lanicieux (Côtes-d'Armor)**

En 2023, la société Fontaine Ingénierie, membre de l'ATEP, a mené une étude pour désimperméabiliser et végétaliser la cour d'école de Lanicieux afin de limiter le ruissellement des eaux pluviales. C'est un projet global de désimperméabilisation de 1 830 m<sup>2</sup>, répartis entre les 540 m<sup>2</sup> de revêtements perméables, les 628 m<sup>2</sup> d'espaces verts, dont 340 m<sup>2</sup> de noues paysagères qui a été lancé, ainsi que 662 m<sup>2</sup> de revêtements imperméables déraccordés

Lancés en 2024 les travaux de désimperméabilisation de la cour d'école, d'un montant de 373 000 euros, ont permis la création d'un îlot de fraîcheur et la gestion des pluies à la parcelle. Les noues paysagères ont pu capter et infiltrer en juillet 2024 l'ensemble des volumes issus d'un orage de 35 mm... Preuve de l'efficacité du dispositif.

- Modification des règles d'urbanisme (PLUi) de Rennes Métropole intégrant l'eau de pluie comme ressource**

La Métropole mène une politique ambitieuse de préservation de la ressource en eau avec un objectif : réduire la consommation d'eau potable de 17% à l'horizon 2030 sur son territoire. Parmi les nombreuses actions menées, la valorisation des eaux de pluie est un axe important avec 2 éléments marquants :

- 1. Un nouveau PLUi avec la mise en place d'unité de récupération des eaux de pluie pour des usages intérieurs**

Rennes Métropole a mis à jour son PLUi en y intégrant une approche innovante de gestion des eaux pluviales en combinant infiltration et récupération des eaux de pluie à la parcelle. Ce nouveau règlement impose la collecte des eaux de pluie, avec des volumes de cuve proportionnels à la surface bâtie. Le PLUi de Rennes est le premier qui prend en compte l'impact positif de la valorisation des eaux de pluie sur les rejets d'eaux pluviales dans les réseaux en cas d'usage intérieur (WC, lave-linge). L'eau récupérée est également prise en compte dans le dimensionnement des autres ouvrages de gestion intégrée des eaux pluviales prescrits par le PLUi, une première en France.

- 2. Un réseau propre de cuves de valorisation d'eau non conventionnelle à Rennes**

La ville de Rennes est en cours de déploiement d'une trentaine de cuves de récupération des eaux de toiture réparties dans la ville. Cette eau a pour vocation à être utilisée pour l'arrosage des plantes mais également pour le nettoyage de la voirie et des toilettes. Ce déploiement poursuit deux objectifs : réduire la pression sur la ressource en limitant l'utilisation d'eau pour l'arrosage ; sécuriser l'approvisionnement en eau de récupération pour les périodes de sécheresse.

## **L'ATEP, un syndicat professionnel au service du traitement et de la valorisation des eaux du bâtiment et de la parcelle**

Créé le 1er octobre 2020, l'ATEP (Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle) est un syndicat professionnel d'industriels et entreprises de l'Assainissement Non Collectif souhaitant structurer, promouvoir et développer le stockage, le traitement et la valorisation des eaux du bâtiment et de la parcelle. L'ATEP valorise une nouvelle approche de la gestion de l'eau qui transforme les contraintes réglementaires en opportunités de valorisation des eaux usées, pluviales et non conventionnelles. Le syndicat se structure autour de 3 grandes missions principales :

- La séparation à la source et le traitement des eaux usées en assainissement non collectif,
- La gestion durable et intégrée des eaux pluviales,
- La valorisation des eaux non conventionnelles (eaux usées traitées, eaux grises, eau de pluie).

## **Contacts presse**

Agence plus2sens pour l'ATEP :

Quentin Péchoux / [quentin@plus2sens.com](mailto:quentin@plus2sens.com) / 06 65 48 67 77

François-Pierre Salamand / [fps@plus2sens.com](mailto:fps@plus2sens.com) / 06 13 06 42 00

